

Covid-19

Ayons une attitude responsable
Restons chez nous et appliquons les consignes
données par le gouvernement. La rédaction

MALI

582

www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 09 AVRIL 2020

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Scrutin du 29 mars

Les vrais gagnants



**Opérations de paix : Double défi pour l'ONU,
Covid-19 et maintien des Casques bleus**



**Choguel Kokalla Maïga : Appel à la résistance
démocratique**

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

Une	Scrutin du 29 mars : Les vrais gagnants	P.4
Brèves	Assemblée Nationale : Dossier brûlant sur la table des élus	P.11
	Empêché de sortir à cause du couvre-feu : Le SYMEMA invite le ministre Salif à réagir s'il ne souhaite pas endosser la responsabilité des cas de décès	P.11
	Rwanda : Ministres et hauts fonctionnaires privés de leurs salaires affectés aux programmes sociaux	P.12
	La mairie du district face au Covid-19 : La vente des vignettes prolongée au 30 avril	P.12
	Sébénikoro : Arrestation de 3 voleurs de moto	P.13
	Mesures contre le Covid-19 : Le président Ibrahim Boubacar Keita gracie plus de 1400 prisonniers	P.13
	COVID-19 : En passe de baisser les taux de vaccination de routine dans le cercle.	P.13
	Lutte contre le coronavirus : Le Ministre Yaya Sangaré dote la presse de kits sanitaires	P.14
Actualité	Communiqué du Conseil des ministres du mercredi 08 avril 2020	P.16
	Opérations de paix : Double défi pour l'ONU, Covid-19 et maintien des Casques bleus	P.17
	Lutte contre le COVID-19 : Les chercheurs maliens jouent leur partition!	P.18
Politique	Choguel Kokalla Maïga : Appel à la résistance démocratique	P.20
	Mise en détention de Mahamadou Camara : IBK en colère parce que son dispositif pour 2023 est contrarié	P.22
	Gouvernance politique : IBK et le pari des mauvaises élections	P.23
Culture & société	Fait divers : Victime de Whatsapp	P.25
International	Distribution de l'aide alimentaire au Sénégal : La LD-Debout disqualifie Mansour FAYE et ses services	P.26
	Togo : Une coopérative d'agricultrices lance avec succès un riz 100 % qualité supérieure	P.27
Sport	Coronavirus : Les terrains d'entraînement nostalgiques des joueurs	P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Scrutin du 29 mars : Les vrais gagnants

Le coronavirus, l'abstention, la magouille, la violence, la famille fondatrice Touré



Depuis la proclamation des résultats provisoires du 1er tour de l'élection législative par le ministre de l'administration Territoriale de nombreux observateurs et commentateurs semblent se focaliser sur les élus ou recalés sans la moindre considération pour l'environnement ou le contexte dans lequel s'est déroulé le scrutin du 29 mars 2020.

Aujourd'hui, la Cour constitutionnelle procédera sans doute à la validation des données du ministère après quelques modifications à la marge. Puis les commentaires reprendront de plus belle.

Toujours en occultant ce contexte, qui a fortement pesé sur les débats pré-électoraux et ne peuvent avoir disparu comme par enchantement au lendemain de la proclamation des résultats.

Quels sont les impacts que les mises en garde et autres observations ont-elles eu sur les élections et leurs résultats ? L'analyse de ce ou de ceux qui sont les VRAIS GAGNANTS de l'élection permet de donner un début de réponse à cette

interrogation majeure.

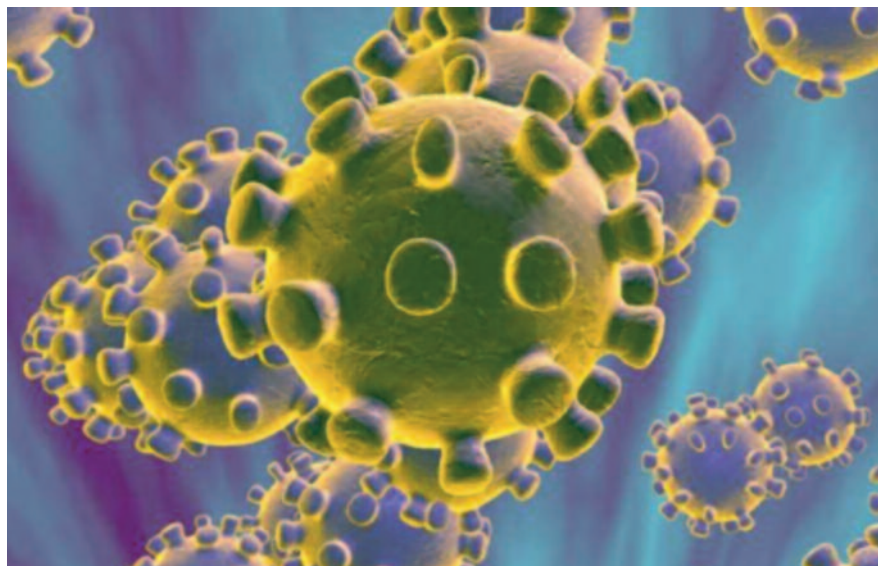
Le Coronavirus est le premier gagnant de cette élection que le gouvernement n'a pas voulu différer malgré tous les risques liés à cette pandémie. Ceux qui ont la charge la protection des maliens et qui en ont fait le serment

ont grandement ouvert les portes de notre pays et ont invité le virus à rentrer et à s'installer. Au jour des élections, nous étions à 2 cas de Covid-19 recensés contre 59 cas officiellement confirmés avec 7 décès CE 06 avril 2020. Ce qui fait un taux de létalité de plus de **11,86 %** largement supérieur aux moyennes connues.

Pour justifier son entêtement, le Gouvernement par un gros mensonge d'Etat, a évoqué les « résolutions-ordres » du Dialogue du Dialogue National Inclusif dont les assises se sont tenues bien avant l'apparition du Covid-19 et a donné des assurances fortes sur les mesures et gestes barrières qui seront mises en place dans tous les bureaux de vote pour protéger les citoyens de la maladie. Il n'en fut rien sauf dans le bureau ou IBK lui-même a voté à Sébénicoro. Les Maliens, laissés à eux-mêmes ont pris toutes sortes de risque sanitaires que nous commençons à payer et que nous payerons plus après la période d'incubation. Il ne s'agit pas d'augures, bonnes ou mauvaises, mais de faits scientifiques. Et les mêmes causes produisant les mêmes effets, le second tour produira inéluctablement le même effet amplificateur de la maladie.

On peut donc aujourd'hui dire, sans aucun risque d'être sérieusement contredit que la première marche du podium, la médaille d'or du scrutin du 29 mars revient au Covid-19. Et celle de meilleur coach, entraîneur ou sélectionneur à IBK et à son gouvernement.

La 2ème place, nous semble-t-il revient à l'abstention. On nous a certes exhibé une très belle infographie nous enseignant que le scrutin du 29 mars 2020 a drainé plus de monde que tous les autres scrutins du même genre du Mali dé-





Bureau de vote sans électeur

mocratique excepté celui de 2013 qu'il talonnerait de peu. Les pouvoirs publics et ceux qui ont en charge d'organiser les élections doivent être plus respectueux des maliens qu'ils devraient créditer d'un minimum de bon sens. A qui dira-t-on que malgré l'insécurité qui a gagné du terrain, la maladie du Coronavirus, les zones où l'élection ne s'est pas tenue ou ne pouvaient se tenir que les maliens ont autant voté en 2020 qu'en 2013.

Rappelons que les premières estimations des observateurs, précisément de la SYNERGIE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DE LA CNDH qui a « déployé à l'occasion des législatives de 2020, 83 Observateurs à long terme (OLT) et 1 145 Observateurs à -Court Terme (OCT) dans les 55 circonscriptions électorales du Mali ; sous le financement de l'Ambassade Royale du Danemark (ARD) à travers le Fonds d'Appui aux Moteurs du Changement (FAMOC) et de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) » a relevé dans les bureaux couverts par ses observateurs à la mi-journée « Un taux moyen de participation de 7,49%. ».

La SYNERGIE « Dans l'après-midi, la Synergie a relevé dans les bureaux couverts par ses observateurs : 1- Au titre de la participation : Un taux moyen de participation de 17,2%. » **Lire Encadré.**

Par quelle magie ou tour de passe-passe vient ce taux de 35% officiellement annoncé surtout si l'on sait que les mêmes sources officielles ne créditent pas Bamako d'un taux important. Cette analyse s'avère d'autant plus pertinente

que le ratio normal entre le taux de retrait des cartes d'électeur et celui des suffrages exprimés a été pulvérisé. Notre rédaction, dans un souci de transparence démocratique reviendra sur ce point.

La magouille occupe la troisième place du podium. Elle a été omniprésente tout au long du processus électoral. D'abord et contrairement aux prescriptions des textes électoraux, les cartes n'étaient pas forcement retirés par leurs propriétaires. Des jeunes gens se présentaient de familles et familles pour proposer leurs services de retrait de cartes d'électeur pour personnes âgées, très occupées ou non désireuses de subir cette corvée contre espèces sonnantes et trébuchantes. Les cartes ainsi re-

tirées étaient photographiées avant d'être remis à leurs propriétaires.

L'administration a été instigatrice ou complice de toutes sortes de magouilles à différents niveaux. Dans les zones d'insécurité, les bureaux de vote ont été déplacés à l'insu des candidats non recommandés et consciencieusement bourrés. Les résultats dans de nombreux cas n'ont pas été falsifiés mais « transférés » comme l'a si bien dit Mme Kadidia Fofana, candidate Parena en Commune 3 du district de Bamako.

Les achats de vote à ciel ouvert et les cas de « flagrants délits » qui s'en sont suivis feront se tordre de rire ceux qui sauraient surmonter leur dégoût pour suivre les réclamations qui se fe-



Urnes dans le véhicule du candidat RPM de Goundam



Le chef de file de l'Opposition enlevé en pleine campagne à Niafunké

ront devant la Cour constitutionnelle. Cette séance de « Kotéba » (pièce de théâtre comique) ne doit être manqué sous aucun prétexte.

Mais la vraie magouille a été politique et partisane et s'est déroulée au moment de la confection des listes qui a scellé les retrouvailles de la grande famille Adema avec les rejets URD et RPM qui ont tout oublié pour se retrouver dans des combinaisons forcément gagnantes. Selon les cas ils ont coopté tels ou tels autres amis ou adversaires pour la grande razzia. Une victoire d'une liste regroupant de grands partis de la majorité et de l'opposition est forcément un coup porté à la démocratie et un pied de nez aux citoyens qui avaient cru qu'ils avaient des visions et des pratiques différentes.

La violence annoncée et crainte, démentie par les autorités a émaillé la campagne électorale, s'est exercé le jour du scrutin et continue de plus belle depuis la fin du scrutin. L'enlèvement

du Chef de file de l'opposition d'ailleurs lâché par son parti qui a invité sans état d'âme ses militants à participer massivement au vote, est en soi illustratif de l'atmosphère de terreur qui a présidé ces élections.

Enfin, un gagnant symbolique : la famille

fondatrice Touré qui a juré de faire perdre le député sortant de la Commune 2, Karim Keita le fils du président de la République. Certes Karim Keita est en tête des deux listes retenues pour le second tour mais il reste en ballottage alors que le scrutin s'annonçait pour lui comme une promenade de santé. Malgré la centaine de millions dépensés et « la meilleure campagne des législatives » qu'il s'est auto-attribuée le fils de papa a engrangé le plus bas taux de participation du scrutin toutes circonscriptions confondues. Plus qu'un camouflet, une délicate victoire pour le clan Touré que même une éventuelle victoire au second tour ne saurait occulter.

Se faire élire dans un tel contexte ou comme de nombreux barons du RPM être en tête du second tour n'a pas une signification politique importante. Ce qui apparaîtra à terme serait que l'Assemblée nationale à venir n'aura pas plus de légitimité que celle aujourd'hui décriée et la Démocratie malienne aura été une nouvelle fois assassinée.

■ **Moctar Sow**



malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services! "

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

SYNERGIE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DE LA CNDH ÉLECTIONS LEGISLATIVES 2020 AU MALI

1% tour des élections législatives — 29 mars 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE N°3

La Mission d'Observation Electorale de la Synergie a déployé à l'occasion des législatives de 2020, 83 Observateurs à long terme (OLT) et 1 145 Observateurs à -Court Terme (OCT) dans les 55 circonscriptions électorales du Mali ; sous le financement de l'Ambassade Royale du Danemark (ARD) à travers le Fonds d'Appui aux Moteurs du Changement (FAMOC) et de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Dans l'après-midi, la Synergie a relevé dans les bureaux couverts par ses observateurs :

1- Au titre de la participation :

Un taux moyen de participation de 17,2%.

2- Au titre des incidents et dysfonctionnements :

- On n'a pas voté dans la commune de Sarayémou (cercle de Diré), les villages de Kalengué et Rabédijé (commune de Soboundou), dans la commune de Banikane (cercle de Niafunké) et les communes de Hamza Coma et Séréré (cercle de Gourma Rharous) ;
- Le chef du village de Kalengué (cercle de Niafunké) et le président du bureau de vote de la localité ont été enlevés ;
- L'accès a été refusé à 3 Observateurs du POCIM au centre de vote Kidal 1 : B.V 036, B.V 40 Aghabo, B.V 021 Kidal.
- On n'a pas voté dans plusieurs villages et hameaux de Bankass.
En plus de ces cas relevés dans la matinée, il convient de noter les incidents et dysfonctionnements suivants signalés en début d'après-midi :
- Les électeurs des villages de Ndiogué, Goundam-Touskel et Babdengo dans la commune de Soboundou (cercle de Niafunké) ont été empêchés de voter par des groupes armés ;
- Un camion a sauté sur une mine à N'gorkou (cercle de Niafunké) faisant 09 morts dont le père d'une observatrice de la Synergie ;
- Un cas d'achat de conscience à Yirimadio centre de vote 759 logements ;
- On n'a pas voté au village de Ngomi dans la Commune de Socoura (cercle de Mopti) pour des raisons d'ordre sécuritaire ;
- On n'a pas voté dans la commune de Ouatagouna (cercle d'Ansongo) ;
- Un observateur de la COCEM a été enlevé, en compagnie d'autres agents électoraux, à Ménaka ;
- Absence des délégués des partis politiques à Ouenkoro hormis ceux du candidat originaire de la localité ;

2- Accessibilité des Centres de vote aux personnes vivant avec un handicap

La Synergie a constaté que 78% des Centres sont relativement accessibles aux personnes vivant avec un handicap.

Toutes les personnes vivant avec un handicap, qui se sont présentées aux Centres ont pu voter.

La Synergie continue sa veille et son observation citoyenne. Elle fera un dernier Communiqué sur la clôture et les opérations de dépouillement en début de soirée.

Bamako, le 29 Mars 2020
Le Chef de mission de la Synergie
Dr Ibrahima SANGHO

Contact LEAD SYNERGIE : DR IBRAHIMA SANGHO, CHEF DE MISSION, Tél : 76 23 36 00 - Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali - OBSERVATOIRE, sis ACI 2000 Hamdallaye, Porte 1478, Rue 390, Immeuble YARA, Bamako- Mali,
email : ibrahima.sangho@yahoo.fr

Tiébilé Dramé

J'ai relevé le challenge #safeHands « propreté contre le #Coronavirus » que m'a lancé @MbarangaUN. A mon tour, je lance le challenge à @PierreBuyoya chef MISAHÉL et à @Gyllensporre Cdt en chef de la Force de la @MINUSMA. Tous ensemble pour vaincre la COVID-19



Drissa Sacko

Vieux Lamine Sidibé à SYNEFCT INFORMATIONS QUAND le peuple prendra conscience, il réclamera ses droits. Victor Hugo.



Daouda D. Doumbia

Daouda D. Doumbia est avec Bouba Keita et 6 autres personnes.

Le Consulat Général de la République du Mali à Djeddah à pris contact aujourd'hui avec le CSDM-AS (Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne) en Arabie Saoudite aux fins de s'enquérir de la situation de nos compatriotes dans sa juridiction, au regard de l'état de confinement général de 24h/24 auquel tout le monde est astreint au respect, dans le cadre des mesures de préventions à endiguer le fléau épidémique du Coronavirus. Nous apprécions hautement et saluons cette démarche de nos autorités de tutelle, auxquelles nous exprimons en retour nos sincères remerciements. À Monsieur le Consul Général du Mali à Djeddah, à ses proches collaborateurs et à tous les employés du Consulat Général, nous disons... MERCI !



Ismael Tiendrebeogo

Sayouba Sanfo

Les vouvuzelas de l'oppositions doit demandé à Moussa Zerbo de UPC où on doit amener les malades, ds le forêt de KUA, où ds les hôt à Sputnik Afrique : Pour la première fois depuis longtemps Les Européens se sont mis D'ACCORD pour ne pas être D'ACCORD .



Ong Agir Mali

Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet Engagement de Bamako des Premières Dames, l'ONG AGIR a tenu aujourd'hui à la maison de la Femme à Sabalibougou une session d'information sur la valorisation de nos pratiques traditionnelles positives en rapport avec la santé de la reproduction. Organisée à l'attention des Leaders religieux et des enseignants des écoles Franco-arabe, la session a regroupé une centaine de participants. Elle sera suivie demain par une autre session d'information sur la valorisation de nos pratiques traditionnelles



positives qui sera organisée à l'attention des enseignantes des écoles Franco-arabes de Bamako.



Banque de Développement du Mali Officiel

Banque de Développement du Mali Officiel, optimiste, à Primature Mali. COVID19 | BANQUES | FINANCES | APBEF



Le secteur bancaire malien apporte un appui très consistant à la lutte contre le #covid19. Cela a été matérialisé ce mercredi 08 Avril 2020 par la remise d'un chèque de 670,5 millions de FCFA. Le chèque a été remis au premier ministre Dr Boubou Cisse par le président de L'APBEF et directeur général de la BDM-sa , Monsieur Bréhima Amadou HAÏDARA. Si on y ajoute les contributions de UBA et de Coris Bank, l'appui du secteur bancaire se chiffre à 748,5 millions de FCFA.

Un geste patriotique hautement salué par le premier ministre qui a promis à son tour le soutien du gouvernement à l'ensemble de l'économie malienne à faire face aux dures épreuves du coronavirus.



Bina Sogoba

La nouvelle est très bonne. J ai toujours dit qu' IBK est la solution.Nous sommes à l écoute.



Ministre Kamissa Camara



Nous avons tenu ce matin le Conseil des Ministres par visioconférence. Le digital a un rôle clé à jouer dans la lutte contre le Covid-19. Merci au Président de la République, S.E.M Ibrahim Boubacar KEITA, au Premier Ministre et à mes collègues membres du gouvernement pour le soutien. Merci à la SMTD pour l'assistance technique.



Alassane Keita



Burkina: #covid-19
 - 414_cas_confirmés (30 nouveaux cas)
 - 07_guérisons (134 à ce jour)
 - 04_décès (23 à ce jour)

Bala Coulibaly



Bala Coulibaly à Collectif pour la Défense de la République C D R
 Decidement tous les gros voleurs du Mali ont trouvé refuge au sein de soit l'adema, le rpm ou l'urd. Peuple digne de koulondjèba ne vendez pas vos dignités aux gens qui ne valent pas la peine. Votez cette liste incestueuse c'est contribué à enterrer le peu qui reste de ce pays

Ibrahim Traore



Ibrahim Traore à Sputnik Afrique
 SOCIALISME: Tu as deux vaches, et tu donnes une à ton voisin. COMMUNISME: Tu as deux vaches, le gouvernement prend les deux et te donne le lait. FASCISME: Tu as deux vaches, le gouvernement prend les deux et te vend le lait. NAZISME: Tu as deux vaches, le gouvernement les prend et te tue. CAPITALISME TRADITIONNEL: Tu as deux vaches, tu vends une et tu achètes un mâle. Tu multiplies tes vaches et il y a croissance économique. Tu les vends, tu prends ta retraite et tu vis sur tes bénéfices. CAPITALISME MODERNE: Tu as deux vaches, tu vends une et tu achètes un mâle. Tu multiplies tes vaches et tu achètes celles de tes voisins. Ces derniers deviennent tes bergers, tu les payes en monnaies de singe et ils meurent pauvres. SOCIETE AMERICAINE: Tu as deux vaches, tu vends

une et tu obliges l'autre à produire du lait comme 4 vaches. À force de produire au delà de sa capacité, elle meurt. Tu prends un consultant pour comprendre cette mort. SOCIETE FRANÇAISE: Tu as deux vaches, tu te mets en grève parce que tu veux une troisième. SOCIETE ALLEMANDE: Tu as deux vaches, tu les modifies pour qu'elles vivent 100 ans, mangent une fois par mois et se traitent elles-mêmes. SOCIETE CHINOISE: Tu as deux vaches, tu as 300 personnes pour les traiter. Tu proclames le plein emploi, la haute production bovine et tu arrêtes les journalistes qui publient les vrais chiffres. SOCIETE IVOIRIENNE: Tu as deux vaches, tu les bouffes et tu rêves que des donateurs ou sociétés étrangères t'en donnent d'autres. SOCIETE Camerounaise: Tu as deux vaches, ton voisin les empoisonne pour que vous soyez dans le même désespoir. Il va boire son vin de palme et jouit de ta perte. Vous croupissez tous ensemble. SOCIETE TOGOLAISE: Tu as deux vaches, les sorciers de ton village te tuent, mangent les deux vaches sans rien donner à tes enfants



Bamako Bamada



Le commissaire générale de la FMSE, Mamadou Diarra tire la sonnette d'alarme: Les 600 m² du champ hippique vendus frauduleusement à l'Université Kankou Moussa n'ont toujours pas été restitués

Paul Diarra



COVID-19 MALI. Les nouveaux horaires d'ouverture et de fermeture des marchés:
 -Marchés de détail, de légumes et de bétail
 Heure d'ouverture : du lundi au dimanche à 6 heures
 Heure de fermeture : du lundi au dimanche à 16 heures
 -Alimentation et Supermarchés
 Heure d'ouverture : du lundi au samedi à 8 heures
 Heure de fermeture : du lundi au samedi à 19 heures
 -Boutiques de proximité de quartier
 Heure d'ouverture : du lundi au samedi à 8 heures
 Heure de fermeture : du lundi au dimanche à 20 heures



Amadou Tall



TILT...WA WA WA... LA CHINE A VAINCU #COVID-19 - Cette vidéo est encore toute chaude. Elle est officielle et elle n'est pas triomphaliste. Wuhan (prononcer : Ouan), le centre du #coronavirus en Chine, est libéré ce 8 avril. La Chine est débarrassée du mal. Une victoire éclatante. Hier déjà, le pays avait compté ZÉRO mort. Wuhan et ses 11 millions d'habitants avaient été mis en quarantaine. Totalement. Coupé du reste du monde. Wuhan est réintégré.

Le roseau plie. Le rosrau ne rompt pas. Notre Armée vaincra
Stand with our soldiers



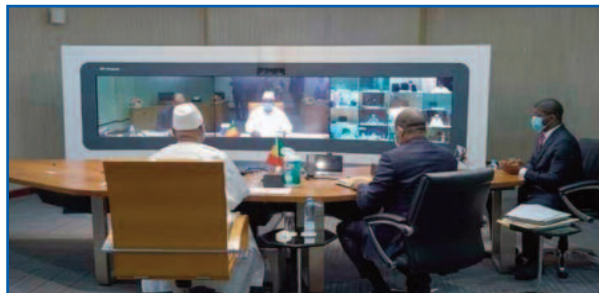
GUERRE CONTRE COVID19- Honneur au personnel médical. Qui monte inlassablement au front pour nous protéger, nous sauver. Sans compter la fatigue et au pris de leur propre vie. Facilitons leur le combat en respectant les consignes.



Ibrahim Boubacar Keita



Nous avons participé, aujourd'hui, à notre 1er Conseil des ministres via visioconférence. Je tiens à féliciter tous ceux qui ont aidé à ce que la tenue de cette rencontre hebdomadaire du gouvernement se fasse sans encombre; plus singulièrement @MaliMenp à travers SaSmtd



Samba Gassama General



Le ministre @MichelSidibe n'a pas répondu à la question de savoir si les premiers dons du chinois Jack Ma sont arrivés a destination. Je vous donne la reponse c'est NON. Maintenant je demande pourquoi les équipements ne sont toujours pas déstocker et livrés dans les centres ?

Didier Raoult



Merci à Michel Onfray pour son texte, qui me touche. Je partage avec lui un intérêt profond pour la pensée de Paul Feyerabend, dont le livre Contre la Méthode reste pour moi une référence inspirante dans mes recherches

Larmes des pauvres



Enlevé depuis le 25 mars, le chef de file de l'opposition #Mali-enne, @Soumailacisse reste introuvable, mes soutiens à ses proches et collaborateurs. Oeuvrans tous pour un dénouement heureux. #Free-Soumi

Empêché de sortir à cause du couvre-feu : Le SYMEMA invite le ministre Salif à réagir s'il ne souhaite pas endosser la responsabilité des cas de décès



Après la déclaration des cas de Covid-19 au Mali, le mardi 24 mars dernier, le président de la république Ibrahim Boubacar Keita a décrété un couvre-feu sur toute l'étendue du territoire de 21h à 5h du matin, en vue de minimiser la propagation du virus dans notre pays. Certes, cette mesure aura des conséquences fâcheuses auprès de certaines organisations, après la plainte des différentes organisations de média en vue de mieux faire leur travail de journalistes pendant cette période de restrictions liées au couvre-feu. Cette fois-ci c'est le Syndicat des Médecins du Mali (SY.ME.MA) qui reçoit des plaintes de ses membres qui ont été empêchés de mener à bien leur mission régaliennne de tous les jours. Il est important de ramener toutes les composantes de la société sur la table pour examiner cette décision de couvre-feu en vue de gérer les urgences.

Après avoir écrit au ministre de la Santé pour demander des moyens de protection cette fois-ci le Syndicat des Médecins du Mali a écrit à Monsieur le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile pour l'informer et en vue de prendre des décisions avant qu'il ne soit trop tard. Selon le compte rendu de la lettre adressée au Ministre de la Sécurité, le lundi 30 mars 2020, du secrétaire général du syndicat : « Nous venons par la présente vous rappeler qu'il existe d'autres maladies qui tuent autant que le COVID-19. Malheureusement nous avons reçu des plaintes des confrères qui ont été empêchés de mener à bien leur mission régaliennne de tous les jours. Le cas d'un de nos éminents Professeurs la nuit du 28 mars 2020 est illustrative. La santé est un droit fondamental et universel, par conséquent la prise en charge des autres maladies ne doit pas s'arrêter, au risque de voir plus de décès dans nos familles suite aux urgences non traitées que par le COVID-19. Le Ministre de la Sécurité et de la protection civile assumera l'entière responsabilité de ces décès.

Assemblée Nationale: Dossier brûlant sur la table des élus



Dans cette pause avant le second tour, l'actualité est minée par le dossier de l'avion présidentiel. Une aubaine pour les nouveaux députés qui auront l'occasion de se jauger en validant le dossier pour saisine totale de la Haute Cour de Justice.

L'arrestation du tout premier chef de cabinet du Mandé Bourama a ouvert les hostilités. Depuis, son entourage met les bouchées doubles pour qu'il sorte. Son statut de ministre est mis en avant dans un contexte où d'autres acteurs plus impliqués ne sont pas inquiétés. On a les anciens ministres Mme Bouaré Fily Sissoko, Moustapha Ben Barka et Soumeylou Boubèye Maïga. Ce dernier qui est le gros poisson de l'affaire risque de provoquer de sérieuses empoignades au Parlement.

D'une part, l'ancien ministre de la défense est l'homme à abattre aux législatives. Ensuite, son chef de groupe parlementaire, l'honorable Idrissa Sankaré, a été battu à Mopti. C'est dire qu'il n'y pas de député de poigne issu de l'ASMA qui pourra mener le combat. Il est certain que si son parti obtient dix (10) députés, un groupe parlementaire verra le jour. Aussi, la Haute Cour de Justice risque de continuer avec le vétéran Abdrahamane Niang. Retenu par sa section pour rempiler, ce baron du Rassemblement Pour le Mali (RPM) ne viendra pas pour passer la main alors qu'il administre une institution juteuse.

Hormis la fameuse affaire d'inculpation du Président Amadou Toumani Touré (ATT), on avait fini par accepter le fait que la Haute Cour de Justice est inutile. Ce qui fut récemment décrié par un Imam tombeur du Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga et actuellement prisé pour la libération de l'honorable Soumaïla Cissé.

Aux fins d'instrumentalisation pour une affaire qu'on savait impossible, la saisine pour des ministres est une première. Car il faut bien admettre que sous le régime actuel, assez de scandales financiers ont vu le jour. C'est donc inédit que l'institution visée de suppression par la prochaine constitution planche sur un dossier d'envergure. Il ne faut pas oublier que la première année de la législature sortante fut animée autour de ce dossier à l'Assemblée Nationale.

WESTERN UNION

WU SM

MONEY TRANSFER

Rwanda : Ministres et hauts fonctionnaires privés de leurs salaires affectés aux programmes sociaux



Les mesures de confinement ont eu un fort impact sur les plus défavorisés, frappés par la hausse du chômage et du prix des denrées alimentaires.

Les ministres et hauts fonctionnaires rwandais ne toucheront pas de salaire en avril et cet argent sera affecté à des programmes sociaux pour aider les plus pauvres à résister à l'impact de la crise économique liée au coronavirus, a annoncé le gouvernement, dimanche 5 avril au soir. « **Le gouvernement rwandais a décidé, en sus de toutes les initiatives actuelles de protection sociale, que tous les membres du gouvernement, les directeurs de cabinet, les chefs d'institutions publiques et d'autres hauts responsables devront renoncer à un mois de salaire** », a déclaré le premier ministre, Edouard Ngirente, dans un communiqué.

Ce sacrifice a pour objectif de témoigner de la « solidarité » des autorités avec le peuple, dans un pays qui a imposé un confinement strict pour limiter la propagation du coronavirus. « Ensemble, nous contiendrons cette épidémie », a ajouté M. Ngirente. Le gouvernement n'a pas précisé combien exactement de personnalités politiques et administratives sont concernées par ce reversement de salaire, ni combien d'argent il espère ainsi collecter.

Un prêt du FMI

Le Rwanda a été l'un des premiers pays africains à imposer, le 21 mars, un strict confinement, en fermant tous les magasins sauf ceux absolument essentiels, en suspendant les transports publics et en interdisant tous les « déplacements non essentiels » hors du domicile. Ces mesures ont été étendues au moins jusqu'au 19 avril et ont eu un fort impact sur les plus défavorisés, frappés par la hausse du chômage et du prix des denrées alimentaires.

Le gouvernement a distribué des biens de première nécessité à environ 20 000 personnes vulnérables de la capitale, Kigali, mais les besoins sont immenses dans ce pays de 12 millions d'habitants où environ 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le Fonds monétaire international (FMI) a accordé la semaine dernière un prêt de 110 millions de dollars (101 millions d'euros) au Rwanda pour contrecarrer les effets économiques du coronavirus.

Lundi, à 10 h 30 GMT, le Rwanda comptait 104 cas confirmés de coronavirus, soit l'un des chiffres les plus élevés en Afrique de l'Est.

La mairie du district face au Covid-19 : La vente des vignettes prolongée au 30 avril



Dans le souci de satisfaire la population en cette période de lutte contre le covid-19, la mairie du district de Bamako vient de prolonger la période de vente des vignettes jusqu'au 30 avril prochain. L'information est donnée lors de la cérémonie de remise des matériels de lutte contre le covid-19 aux différents marchés et quelques gares routières de Bamako, le vendredi 3 mars 2020.

Lors de cette cérémonie, le percepteur de la mairie du district de Bamako, Aguisa M. Maïga a informé les usagers des engins à deux roues que la période de vente des vignettes a été prorogée d'un mois. Selon lui, la vente des vignettes se poursuivra jusqu'au 30 avril, alors que c'était précédemment prévu pour la fin-mars. « Passé ce délai, le prix de la vignette passera au double du tarif normal. Nous essayons de tout mettre en œuvre pour limiter les attroupements lors des acquisitions de vignettes. Car c'est l'une des mesures pour lutter contre le Covid-19 » a-t-il ajouté.

A ses dires, actuellement plus de 300 000 motos ont été déjà servies en vignette. Et d'indiquer qu'avec l'apparition des premiers cas de Covid-19 au Mali, le taux journalier des ventes de vignettes a baissé. Il a précisé que les mesures barrières sont respectées. « C'est ce qui fait que le rang des acheteurs de vignettes est allé jusqu'à la devanture de la mairie, pour le respect de la distance d'un mètre entre les personnes ». Le percepteur Aguisa a signalé que les prix des vignettes des engins à deux roues varient entre 1 500 et 6 000 FCFA. Pour les vélos, la vignette fait 1 500 FCFA, les motos de 50 centimètres cubes de cylindre 3 000 FCFA, celles de 51 à 125 centimètres cubes de cylindre 6 000 FCFA. Pour lui, les vignettes des engins à plus de 125 centimètres cubes de cylindre sont à 12 000 FCFA. « Venez prendre vos vignettes en respectant les mesures barrières sur place, car au-delà du 30 avril, les tarifs des vignettes seront doublés », a-t-il conclu.

Un usager du nom de Yacouba Dembéle était ravi de cette prolongation parce que, selon lui, il n'était pas prêt à acheter sa vignette avant la fin du mois de mars à cause de la cherté de la vie, causée par l'apparition du Covid-19. Il invite les retardataires à venir accomplir leur devoir citoyen.

■ **Abréhima GNISSAMA**

Sébénikoro : Arrestation de 3 voleurs de moto



Ça sent apparemment le nettoyage à Sébénikoro et environs depuis l'arrivée du Compol Kamissoko au Commissariat de Police du 9ème Arrondissement de Bamako, coup dur pour les malfrats et bonne nouvelle pour la population.

En effet, ce 7 avril 2020, la puissante BR du 9ème Arrondissement sous les ordres du Lieutenant Mady Bagayoko vient de mettre la main sur trois individus pour vol de moto et abus de confiance. Ils ont tous été déférés au parquet de la Commune IV. Les missions de démantèlement d'autres réseaux de bandits sont en cours, le Commissaire Principal Santigui Kamissoko invite la population de Sébénikoro à plus de collaboration mais aussi plus de vigilance.
Commissariat de Police du 9ème Arrondissement de Bamako

Mesures contre le Covid-19 : Le président Ibrahim Boubacar Keïta gracie plus de 1400 prisonniers



Il y a plus de 1400 prisonniers à avoir bénéficié d'une grâce présidentielle. Ce geste du président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta intervient à un moment où notre pays enregistre une cinquantaine de cas testés positifs au Covid-19 dont cinq décès et douze déjà guéris par nos médecins. Le but est de désengorger nos prisons afin de lutter plus efficacement contre la propagation du Covid-19 dans le milieu carcéral en particulier et dans notre pays en général. Selon des sources proches du ministère de la Justice, les crimes concernés sont entre autres les cas d'escroquerie et d'abus de confiance. La même source précise que l'application de cette mesure de grâce se déroule en trois phases: la 1ère et la seconde se sont respectivement exécutées les 10 et 31 mars dernier. La troisième vague de libération dont

COVID-19 : En passe de baisser les taux de vaccination de routine dans le cercle



Le comité local de lutte contre les épidémies et catastrophes du cercle de Kita présidé par le préfet du cercle monsieur Mamadou Diakité, s'est réuni ce 08 Avril 2020 après-midi dans le bureau du préfet. À l'ordre du jour de cette rencontre, l'information sur le COVID-19. La rencontre animée par Docteur Ibrahim Yoroté et ses collègues du Centre de santé de référence de Kita avait réuni tous les membres de ce dit comité. Au cours de cette rencontre, il a été question de la situation épidémiologique de la maladie dans le monde, en Afrique et dans notre pays. Pour le cas de notre pays selon les informations à la date du 07 Avril, on dénombrait 56 Cas confirmés et 5 décès. Parmi ces cas confirmés trois (03) sont de Kayes et tous décédés. Les spécialistes locaux de la santé ont pris les soins d'informer les membres du comité sur les modes de transmission de la maladie, sa propagation, ses signes et symptômes, les définitions de cas suspects, les mesures de prévention, les problèmes et difficultés. Le préfet du cercle monsieur Mamadou Diakité a invité tous les membres à la vigilance et à la sensibilisation autour de soi et partout où cela est nécessaire par rapport à ce mal afin d'aider selon lui à la lutte contre cette maladie. La rencontre a été l'occasion pour les membres d'être mieux informés sur la maladie et de s'armer d'avantage contre elle.

Selon les médecins, l'affaire coronavirus aurait fait diminuer le taux de la vaccination de routine dans le cercle de Kita à cause des mauvaises informations qui circulent sur les réseaux sociaux quant à un prétendu vaccin qu'on envisagerait de tester sur les africains. Selon Docteur Ibrahim Yoroté médecin Chef de centre de santé de référence, le constat est amer et présage déjà un faible taux de vaccination de routine les moments à venir tellement qu'il y a selon lui trop d'intox avec l'arrivée du COVID-19. Là-dessus, le préfet pour toucher le maximum de personnes avec les mesures prises par les plus hautes autorités du pays, promet de faire recours aux radios locales pour sensibiliser les populations. Déjà, il appelle les populations au sens de responsabilité à ne pas faire de l'amalgame par rapport à la vaccination de routine qui ont pour but de protéger les enfants dans leur croissance.

■ Karamoko B Keita

Le nombre n'est encore rendu public est en cours d'examen par la commission ad-hoc créée à cet effet.

■ Aboubacar Traoré

Lutte contre le coronavirus : Le Ministre Yaya Sangaré dote la presse de kits sanitaires

Dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, le ministre de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions et Porte-parole du gouvernement a décidé d'appuyer les faitières de la presse pour endiguer la propagation de la pandémie. Yaya Sangaré a, à cet effet, remis hier, à son département, des kits de lavage des mains et autres dispositifs de prévention à des associations et organisations faitières de la presse. Il s'agit de l'Association des éditeurs de la presse privée (Assep), de l'Association des professionnels de la presse en ligne (Appel-Mali), de l'Union des radios et télévisions libres (URTEL), de l'Association des blogueurs du Mali (ABM), de l'Association des femmes de la presse malienne et de l'Organisation patronale de la presse. Outre le ministre Sangaré, la cérémonie a enregistré la présence des membres du cabinet du ministère, du président de la Maison de la presse, Dramane Aliou Koné, et des représentants de différentes associations et faitières de la presse malienne.

Le don est composé d'une vingtaine de kits, comprenant chacun une bassine de lavage des mains, du savon, des masques, des gants et du gel hydro alcoolique. Il est destiné au siège des faitières. Le but étant d'amener les faitières à adopter les mesures préventives de façon quotidienne, de les vulgariser, afin que les équipements entrent dans les habitudes quotidiennes de nos populations.

Selon le ministre Yaya Sangaré « Nous sommes dans une phase de la lutte qui nécessite que nous soyons tous ensemble, qu'il y ait un élan de solidarité afin que nous puissions sauver le maximum de Maliens ». C'est pourquoi, dira-t-il, « nous avons voulu que vous soyez des vecteurs dans le cadre de l'information et de la communication pour le changement de comportement. Il faudrait que vous-mêmes vous soyez acquis



et que vous disposiez des équipements appropriés afin que cela fasse partie de vos gestes quotidiens. Je pense que cela participera à votre adhésion à la chose et vous permettra de mieux comprendre les dangers que nous courrons ». Il a invité ensuite la presse à une vulgarisation diligente de ces mesures-là, afin que tous les Maliens puissent désormais adopter ces gestes barrières devenus aujourd'hui les seules façons de se protéger de ce mal.

« C'est un signe de respect et de considération qui nous rappelle au sens du devoir. Notre devoir est de donner la vraie information à l'ensemble des Maliens », a reconnu le président de la Maison de la presse. Dramane Aliou Koné a, au nom des bénéficiaires, tenu à remercier les confrères pour le travail abattu dans le cadre de la sensibilisation. Le patron du groupe Renouveau a aussi remercié le ministre donateur pour avoir pensé à la protection des hommes de médias à travers les faitières, précisant que ces kits sont destinés à être installés devant les sièges des faitières.

■ Tamba CAMARA

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

Je veux ce
KIT



Proche de vous



3500F
de bonus

200% de bonus
sur la 1^{ère} recharge

100% Bonus
pendant 1 mois

50 sms et 100 Mo
de forfait internet

Achetez votre puce à 500 FCFA avec 500F de crédit initial et recevez en cadeaux des avantages exceptionnels*.

Bonus valable entre 5 et 30 jours.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

Communiqué du Conseil des ministres du mercredi 08 avril 2020



Le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi 08 avril 2020 par visioconférence sous la présidence de Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République.

1. A l'ouverture de la session, le Président de la République a fait observer une minute de silence à la mémoire du Capitaine Moussa MAIGA et du Sous-Lieutenant Mamadou B. TRAORE, décédés à la suite d'un accident d'avion survenu le mardi 07 avril 2020 à Sévaré dans la Région de Mopti.

En hommage aux militaires décédés, les drapeaux seront mis en berne du jeudi 09 au samedi 11 avril 2020 sur toute l'étendue du territoire national.

2. Après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a :

- adopté des projets de texte ;
- et entendu des communications.

AU CHAPITRE DES MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

Sur le rapport du ministre de l'Elevage et de la Pêche, le Conseil des Ministres a adopté des projets de texte relatifs à la profession vétérinaire.

Les présents projets de texte sont adoptés dans le cadre de la transposition de la Directive n°01/2012/CM/UEMOA du 10 mai 2012, relative à la libre circulation et à l'établissement des docteurs vétérinaires ressortissants des Etats membres de l'UEMOA.

Cette transposition a pour objet le renforcement de l'intégration sous régionale à travers notamment une meilleure gouvernance de l'exercice de la profession vétérinaire, l'ouverture et l'extension des marchés des médicaments et des prestations vétérinaires.

AU CHAPITRE DES COMMUNICATIONS

AU TITRE DU MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Sur le rapport du ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté, le Conseil des Ministres a examiné une communication écrite relative au Programme national de Réduction de la Pauvreté dans les 200 communes les plus pauvres du Mali.

Le Programme national de Réduction de la Pauvreté dans les 200 communes les plus pauvres du Mali est élaboré sur la base d'une étude menée par l'Observatoire du Développement humain durable qui a permis de déterminer le profil socioéconomique des 703 communes et de les classer selon l'indice de pauvreté en communes très pauvres, pauvres, presque pauvres et non pauvres.

Le programme prévoit des initiatives spécifiques de développement en faveur des 200 Communes les plus pauvres du Mali.

Sa mise en œuvre permettra entre autres :

- de doter les communes concernées en infrastructures socioéconomiques de base ;
- de réduire la morbidité à travers l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement ;
- de diversifier les activités économiques à travers les pôles communaux de développement ;
- de renforcer les capacités des acteurs de la mise en œuvre du programme.

Le financement du Programme sur la période 2020-2024 est assuré par l'Etat, les Collectivités territoriales et les Partenaires techniques et financiers.

AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Le ministre de la Santé et des Affaires sociales a informé le Conseil des Ministres de l'évolution de la situation épidémiologique et des actions entreprises dans le cadre de la lutte contre la maladie à Coronavirus au Mali et dans les autres pays.

A ce jour, il a été enregistré 56 cas de COVID-19 confirmés, 16 guéris et 5 décès.

Face à cette crise sanitaire, le Président de la République a réitéré aux membres du Gouvernement, de veiller notamment :

- au renforcement de la surveillance épidémiologique à tous les niveaux ;
- au renforcement du dispositif sanitaire au niveau des aéroports et des corridors terrestres ;
- à la poursuite de la sensibilisation des populations sur les mesures de prévention, notamment le respect des gestes barrières dans les lieux publics ;
- à la pulvérisation des espaces publics, notamment les marchés ;
- au renforcement du dispositif de prise en charge des cas confirmés au niveau des sites de traitement ;
- à l'approfondissement des investigations pour identifier et dépister les personnes contactées ;
- au renforcement des mesures d'accompagnement et de protection du personnel de santé et des agents de sécurité.

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a informé le Conseil des Ministres des résultats provisoires du premier tour de l'élection des députés à l'Assemblée nationale, scrutin du 29 mars 2020.

Les résultats provisoires du scrutin sont les suivants :

- Electeurs inscrits : 7 millions 663 mille 464 ;
- Nombre de bureau de vote : 22 mille 147 ;
- Votants : 2 millions 738 mille 428 ;
- Bulletins nuls : 111 mille 108 ;
- Suffrages exprimés : 2 millions 627 mille 320 ;
- Taux de participations : 35,73%.

Bamako, le 08 avril 2020

Le Secrétaire général du Gouvernement,
Madame SANOGO Aminata MALLE
Commandeur de l'Ordre national

Opérations de paix : Double défi pour l'ONU, Covid-19 et maintien des Casques bleus

L'ONU est confrontée pour ses 110 000 Casques bleus déployés dans une quinzaine d'opérations de paix dans le monde à un double défi: les protéger de la pandémie du Covid-19 mais surtout éviter que des pays ne retirent leurs contingents.

L'une des craintes est «un effet de débandade» car des pays «peuvent avoir l'inquiétude légitime de dire je ne reste pas dans cet endroit ou je ne laisse pas mes hommes sur place car s'ils sont contaminés, ils ne pourront pas être bien pris en charge», résume pour l'AFP un diplomate sous couvert d'anonymat.

En anticipation de l'arrivée du virus dans les pays où une opération de paix est en cours et pour ne pas contribuer à sa propagation, l'ONU a gelé depuis le 6 mars des rotations de Casques bleus dans certains pays, une décision étendue lundi jusqu'au 30 juin et qui s'applique désormais à tous les contingents.

À travers le monde, des mises en quarantaine pour toutes les personnes identifiées positives ont aussi été engagées depuis plusieurs semaines dans les camps abritant des Casques bleus.

Des mesures de précaution ont aussi été prises pour les patrouilles, pour que «les militaires ne se contaminent pas entre eux et ne contaminent pas non plus les populations», indique-t-on au siège de l'ONU où le souvenir de la contamination au choléra de la population haïtienne (quelque 10 000 morts à partir de 2010) par des militaires népalais reste ancré dans les mémoires.

Au-delà de la lutte contre le Covid-19, et alors que l'Afrique où sont concentrées nombre de missions de paix – Mali, Centrafrique, Soudan du Sud, Darfour, République démocratique du Congo... – attend dans les semaines à venir d'être réellement frappée par la pandémie, l'enjeu pour l'ONU est surtout de maintenir la paix.

Les mesures contre la maladie «ont un impact sur les opérations», admet un diplomate sous couvert d'anonymat. Or il faut absolument les

poursuivre sauf à devoir affronter «une catastrophe totale si les opérations s'effondrent avec le départ de Casques bleus», renchérit un autre diplomate, aussi sous anonymat.

«Sens de l'éphémère»

Dans cette logique, le secrétaire général de l'ONU appelle depuis le 23 mars à un «cessez-le-feu mondial et immédiat» dans les pays en conflit mais la concrétisation sur le terrain tarde à venir. Sa supplique est aussi un encouragement implicite aux pays contributeurs de troupes à ne pas faire leurs valises.

Mardi, l'Union européenne, important pourvoyeur de policiers et militaires, est venue appuyer ce maintien des troupes dans les missions de paix, en promettant de ne pas rapatrier les siennes.

«Nous voudrions souligner qu'en dépit de la pression que fait peser la pandémie sur nos systèmes, nous restons engagés plus que jamais dans l'action des Casques bleus à travers le monde», souligne ainsi un message adressé

au chef de l'ONU.

«Les missions de paix des Nations Unies (...) doivent être en mesure de poursuivre leurs activités en soutien des pays hôtes dans cette période particulièrement difficile», estime également l'UE.

Certains diplomates à l'ONU veulent croire à une réponse africaine à la pandémie qui pourrait «surprendre» l'Occident et faciliter un maintien des Casques bleus.

«Les pays africains sont beaucoup plus préparés psychologiquement et en termes de systèmes sanitaires à des épidémies», note une source diplomatique européenne, en évoquant Ebola et l'épidémie de rougeole massive qui frappe actuellement la RD Congo.

En Occident, «l'homme est devenu suffisant, prétentieux», ce qui explique «son désarroi encore plus grand quand il est confronté à une crise comme celle d'aujourd'hui», abonde un diplomate africain.

«Les Africains sont plus forts en termes de résilience mentale, ont le sens de l'éphémère, la foi en Dieu, le dieu musulman, le dieu chrétien, et cela va être leur force», prédit-il, en se félicitant aussi d'une «solidarité beaucoup plus développée» sur le continent africain que dans le monde occidental.

■ SOURCE: AFP



Lutte contre le COVID-19 : Les chercheurs maliens jouent leur partition !

La croisade contre le coronavirus ou covid-19 ne connaîtra pas de répit tant que cette pandémie continuera à faire des ravages. C'est fort de cette volonté que le ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Mahamadou Famanta, a visité le centre de recherche Serefo, le laboratoire de test et l'unité de production de gel hydro alcoolique de la Faculté des Sciences et Techniques de Bamako.



L'objectif de cette mission du ministre de l'éducation et de son équipe était d'évaluer la capacité de reposte de notre pays en matière de dépistage et de prise en charge des malades de Covid-19. Bien avant l'apparition de cette pandémie de Coronavirus au Mali, les chercheurs maliens étaient à pied d'œuvre pour jouer leur partition dans la lutte contre ce mal du siècle. Le centre Universitaire de recherche clinique dispose d'un laboratoire de niveau 3, chargé d'inactiver le virus avant le diagnostic (rendre inoffensif le virus) et d'un laboratoire de biologie moléculaire, l'unité chargée de diagnostiquer le virus. Après un entretien technique avec le personnel du Centre Universitaire de recherche clinique, le ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a fait un tour dans les différents laboratoires. Il s'agissait pour lui de voir dans quelles conditions les chercheurs sont en train de travailler. Le centre Serefo a été construit pour favoriser l'émergence et le renforcement des capacités des chercheurs dans la recherche.

Pour le professeur Mahamadou Famanta, l'objet de cette visite est d'être en contact permanent avec les enseignants chercheurs pour voir ce qu'ils font, les problèmes rencontrés et essayer d'informer le grand public, surtout dans ce contexte de pandémie coronavirus. « **Vous savez, il y a quelques semaines, le premier ministre et le ministre de la Santé et des Affaires sociales étaient passés voir ces laboratoires, voir nos capacités de pouvoir faire face à la pandémie coronavirus. Aujourd'hui, ils sont à pied d'œuvre, c'est fonctionnel. Nous sommes passés voir jusqu'à quel niveau d'efficacité ils sont en train de travailler. Montrer au grand public malien que, contrairement aux autres pays de la sous-région, nous avons développé des capacités en ressources humaines compétentes, en équipement, en méthode de diagnostic qui font que le laboratoire peut analyser par jour près de 180 échantillons. Ils ont commencé avec 1500 tests, ils viennent d'avoir 5000 et il y a 20 000 qui sont pratiquement disponibles** », a-t-il précisé.

Aussi, il a ajouté que tout cela pour dire qu'en matière de test, le Mali est suffisamment armé. Il y a 4 laboratoires au Mali qui peuvent faire le diagnostic. « Nous pensons qu'il y a

suffisamment de ressources humaines compétentes. Ce sont des Maliens qui ont eu leur formation de base au niveau de la Faculté de Médecine de Bamako, qui sont allés faire des masters ou des doctorats ailleurs. Mais c'est du personnel malien, avec des équipements de dernière technologie. Vous avez vu, ils ont un équipement qui coûte 300 millions de F CFA, qui est maintenu et entretenu annuellement à peu près de 20 millions. Chaque équipement de genre est doublé pour que la chaîne ne soit pas rompue à cause d'une panne », a-t-il poursuivi.

En outre, il soulignera que l'autre enseignement qu'on peut tirer c'est que les équipements qui sont là, sont acquis grâce à l'appui de l'institut national de la santé des Etats Unis. La maintenance aussi se fait grâce à eux. Pour l'ensemble des équipements ça fait 150 millions. Il faudra que nous réfléchissions pour que nous ayons des capacités endogènes pour pouvoir maintenir ce potentiel, ce fabuleux outil qu'on a en matière de diagnostic.

Des laboratoires bien équipés

« Nous avons vu un autre pan de ce laboratoire qui a la capacité de tester l'efficacité des vaccins. Ils ont eu à faire des tests sur des vaccins contre Ebola, contre le paludisme. Nous en avons profité pour leur poser la question sur les réseaux sociaux, les gens disent que nous sommes en train de vouloir faire des tests de vaccin contre le coronavirus importé d'ailleurs. Donc c'est l'occasion d'informer le grand public que le Mali, jusqu'à la date d'aujourd'hui, n'a reçu aucun prototype de vaccin qui doit être testé chez nous pour voir son efficacité contre le coronavirus », a-t-il précisé.

Le Mali dispose présentement de laboratoire de biochimie qui produit des solutions hydro alcooliques de qualité et en quantité suffisante, toute chose qui a rassuré le ministre Famanta. « Nous venons de voir deux laboratoires de biochimie : un au niveau de

l'Ecole de Médecine et l'autre au niveau de la Faculté des Sciences et Techniques. Vous avez vu qu'ils ont la capacité de nous produire des solutions hydro alcooliques pour se désinfecter les mains. Cette capacité est développée, ils ont les compétences nécessaires. La fabrication se fait suivant le protocole de l'Organisation mondiale de la Santé. Ce n'est pas quelque chose d'imaginé ici, c'est vérifié et certifié par l'OMS. C'est ce protocole qu'ils utilisent pour faire la fabrication des solutions hydro alcooliques. C'est des solutions qui sont beaucoup plus efficaces que les gels que nous sommes en train d'utiliser parce qu'ils ont un degré d'environ 80% d'alcool. Et à 80% aucun microbe ne peut résister. C'est avec ces solutions qu'on peut réellement se dire qu'on est en train de tuer le virus », a-t-il conclu.

■ Ibrahim SANOGO

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money



Choguel Kokalla Maïga : Appel à la résistance démocratique

Le Président du Mouvement Patriotique pour le Renouveau (MPR), Choguel Kokalla Maïga, est connu pour son franc-parler et ses analyses sans concessions de la situation politique et sécuritaire du Mali, particulièrement depuis la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale qui consacre, pour lui, la partition du Mali. Voilà que dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, il revient sur la promesse non tenue du Premier ministre Boubou Cissé de procéder à la Déclaration de Politique Générale (DPG), sur les déclarations mensongères du ministre de l'Administration territoriale au sujet du taux de participation au scrutin législatif du 29 mars 2020. Pour Choguel Kokalla Maïga, le mensonge d'Etat qui caractérise le pouvoir en place ne trompe plus personne. C'est pourquoi il appelle à la « résistance démocratique » pour barrer la route à ceux qui vont consacrer la partition du Mali à travers le prochain référendum constitutionnel.

Dès l'entame de ses propos, Choguel Kokalla Maïga dénonce ce qu'il appelle le « mensonge

d'Etat » qui serait la caractéristique de l'« oligarchie » qui serait aux commandes du Mali et qui aurait pris notre démocratie en otage. Le « mensonge d'Etat » c'est pour lui la violation de l'article 70 de la Constitution du 25 février 1992 qui oblige le Premier ministre à présenter, devant l'Assemblée nationale du Mali, la Déclaration de Politique Générale (DPG). Or, relève le Président du MPR, cela fait maintenant un an que Boubou Cissé est à la tête du Gouvernement du Mali. Pire, on se souvient qu'en décembre 2019, le Premier ministre « avait pris l'engagement » de présenter au Peuple malien une DPG dès la fin du Dialogue national inclusif (DNI) alors en cours. Non seulement cette promesse du Premier ministre n'a pas été tenue mais, déclare Choguel Kokalla Maïga, le Gouvernement, le 1er avril 2020, « prend un projet de loi d'habilitation pour permettre au même Gouvernement de demander à l'Assemblée nationale, qu'il a ignorée pendant un an, de lui donner une loi d'habilitation qui lui permet de gouverner jusqu'à l'installation de la nouvelle Assemblée ».

Le « mensonge d'Etat » pour le Président du MPR, ce sont les déclarations du Président IBK qui a soutenu le 25 mars 2020, que c'est le Dialogue National Inclusif (DNI) qui aurait décidé de la tenue du scrutin du 29 mars 2020 alors que cette date serait arrêtée depuis le mois de juin 2019. Non seulement le DNI « a laissé la responsabilité de la tenue des élections au Chef de l'Etat », il « l'a chargé aussi d'assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire national et le retour de l'Administration sur l'ensemble du territoire avant de tenir les élections », ce qui n'a pas été fait selon Choguel Kokalla Maïga, d'où « le mépris que ce Gouvernement a pour la santé des Maliens ».

Un autre « mensonge d'Etat » aux yeux du Président du MPR, ce sont les déclarations, le 1er avril 2020, du ministre de l'Administration territoriale au sujet du taux de participation aux récentes élections législatives dont le premier tour a eu lieu le 29 mars 2020. Selon Choguel Kokalla Maïga, le taux de 35,7% avancé par Boubacar Bah est le deuxième le plus élevé de ces trente dernières années. C'est totalement « ridicule » pour lui car, précise-t-il, en « 1992 le taux de participation était de 22% au premier tour des élections législatives ». Pour rappel, 1992 est l'année de l'avènement de la démocratie au Mali où les Maliens étaient censés être les plus enthousiastes pour participer aux premières élections libres au Mali.



Et monsieur Maïga de souligner que le taux de participation le plus élevé en temps de paix au Mali a été de 33 % en 2007. « Et voilà qu'aujourd'hui, pendant que le pays est divisé, pendant que les populations meurent à travers les assassinats massifs, pendant que les militaires meurent tous les jours faute de support aérien, de vecteur aérien pour tenir face aux terroristes, pendant que les populations vivent dans la misère, on vient nous dire que le taux de participation est de 35,7% », s'indigne-t-il. Pour le Président du MPR, l'explication à un tel score est « le bourrage des urnes (qui) a fonctionné à plein régime ». Monsieur Maïga dénonce des administrateurs qui auraient vendu « des bulletins de vote à des candidats, des bulletins prévotés pour bourrer les urnes ». Aussi pense-t-il que la future Assemblée nationale du Mali sera composée d'un certain nombre de députés « ultra minoritaire » qui seront « représentatifs de la volonté du peuple » et une « écrasante majorité issue de la fraude ». Pour le Président du MPR, le Mali « a franchi une étape qualitativement nouvelle dans le processus de sa désintégration et de sa décadence » d'où son appel aux Maliens « pour entrer en résistance démocratique contre cette oligarchie » qui sape les fondements de notre nation.

Cette sortie de Choguel Kokalla est une voix de plus dans la critique du pouvoir d'IBK qui est de plus en plus décrié par des personnalités politiques et de la société civile. L'imam Mahmoud Dicko, Pr Clément Dembélé, Me Mountaga Tall sont entre autres personnalités qui,

régulièrement, dénoncent ce qu'elles considèrent comme les dérives du pouvoir d'IBK. Jamais les Maliennes et les Maliens n'ont été aussi critiques à l'endroit d'un homme que des millions de citoyens avaient plébiscité en 2013 pour redresser un Mali alors en proie à la rébellion et au terrorisme. Non seulement la situation sécuritaire s'est considérablement dégradée au Mali mais en plus la corruption généralisée née de la mauvaise gouvernance qui

s'est installée dans le pays en plus de l'impunité et le déni de l'Etat de droit a fini de faire du Mali un Etat de non-droit où tout semble permis pour une catégorie de citoyens qui échappent à la Justice pendant que des millions de personnes vivent dans le plus grand dénuement ou sont chassées de leurs demeures, condamnées à l'errance sur leur terre natale.

■ **Diala Thiény Konaté**



Mise en détention de Mahamadou Camara : IBK en colère parce que son dispositif pour 2023 est contrarié

Monsieur le Directeur de la publication, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'excellent article écrit par Ahmad Ould Bilé publié dans votre édition n° 3073 sous le titre de : « AFFAIRE DE L'AVION PRÉSIDENTIEL ET DES ÉQUIPEMENTS MILITAIRES: QUAND IBK OUVRE LA BOÎTE DE PANDORE CONTRE LUI-MÊME ».

En effet, dans cet article fort argumenté, l'auteur semble avoir observé quelques précautions, soit que certaines données d'appréciation lui échappent, soit qu'il se met à l'abri de certaines réactions barbaristes prévisibles du régime IBK de plus en plus acculé et qui est maintenant comme un lion blessé. Sinon, comment comprendre qu'un président de la République, qui est le garant de la justice et le président du Conseil Supérieur de la Magistrature, en vienne à se mettre en colère de façon si démesurée que les deux centrales syndicales de la Magistrature dans notre pays se sentent obligées de se mettre ensemble pour voler au secours du Procureur Mamoudou Kassogué chargé du Pôle Économique et Financier ? C'est que l'affaire, qui est déjà très grave, est en train en plus de prendre des proportions inquiétantes. Les magistrats, consciencieux et professionnels, ont vite compris que le président de la République est incontestablement mû par une volonté farouche de torpiller les prérogatives des magistrats, une sorte de coup de boutoir qui a déjà réussi une première fois à faire classer sans suite la rocambolesque affaire de l'avion présidentiel et des équipements militaires. On en reparlera.

Ahmad Ould Bilé a bien cerné l'affaire et il faut le saluer d'avoir, comme on dit, levé le lièvre. Maintenant, chaque citoyen doit prendre l'affaire au sérieux. Pour ma part, je vais d'abord insister sur la révélation de Dr. Choguel K. Maïga quant au pacte perfide conclu discrètement entre les rebelles du MNLA et IBK. Tout est dans cela; un autre ancien ministre, Lancéni Balla Keïta, a mis en évidence beaucoup de dessous de ce complot avec une chronologie difficile à contester.



En clair, tous les soubresauts que nous vivons actuellement, depuis 2013, qui taraudent les Maliens et qui les endeuillent sans cesse (dévoilements de colossales sommes d'argent au détriment des forces de défense, blindés cartons pour l'armée nationale, enrichissement effréné d'une petite élite, etc.) ont un seul objectif : affaiblir le Mali pour favoriser son amputation programmée de Kidal. Rien d'autre. C'est à la lumière de cette crapulerie d'État qu'il faut élucider l'ire du Président en raison de l'arrestation de son protégé Mahamadou Camara. Qui est Mahamadou Camara ? C'est un journaliste, fondateur d'un journal en ligne qui passait pour professionnel. Il est connu pour sa bonne diction du français, notamment lors des débats sur Africable, ce qui plaît à IBK, homme africain plus soucieux que Senghor de la beauté de la langue française. Et le voilà bombardé directeur de cabinet du Président de la République du Mali en 2013, avec rang de ministre quand bien même le décret de sa nomination ne mentionne pas qu'il a rang et prérogatives de ministre. Ensuite, il sera nommé ministre de l'Économie numérique et de la Communication. Là commence le tournant dangereux pour lui. IBK l'intègre dans son dispositif du Mali 2023, c'est-à-dire à l'évolution politique du pays quand il doit passer la main et lorsqu'il aura livré Kidal

aux indépendantistes, après le référendum constitutionnel prévu entre fin 2021 et courant 2022.

Cette perspective fait que le président de la République aide Mahamadou Camara à conquérir, s'il ne le lui a pas livré tout simplement, le marché de la rénovation du palais de Koulouba. Beaucoup de Maliens se sont interrogés sur les raisons du saut du jeune ministre dans l'entrepreneuriat. Cette nouvelle position sur l'échiquier économique a ses motivations secrètes. Et voilà Camara devenu, en peu de temps, magnat de la communication, ce qui l'avantagea à innover le marché de la presse, de l'affichage, de la publicité, de l'événementiel et bien d'autres. Pour IBK, le terrain était suffisamment déblayé pour son fils Karim Keïta pour être le nouveau président de la République du Mali rénovée, un futur Mali reconstitué comme les bataillons de l'armée nationale reconstituée, mais malheureusement un Mali amputé de Kidal. Et patatras ! Mamoudou Kassogué vient mettre sous les verrous le communicateur patenté pour ce futur immédiat ! Qui ne s'énervait pas à la place d'IBK ? Demeurons vigilants, maliennes et maliens.

■ Tourading Sissoko

Gouvernance politique : IBK et le pari des mauvaises élections



La présidentielle et les législatives de 2013 ont eu leur lots de contestations. Les élections communales de 2016 donneront lieu à d'abondants contentieux devant les tribunaux...La présidentielle de 2018 a été suivie d'une houleuse crise post-électorale. Le 1er tour des législatives de 2020 n'échappent pas à cette...règle.

Dans plusieurs bureaux de vote de Bamako et de ses environs, à peine entre 10 et 15 % des électeurs ont accompli leur devoir civique lors du 1er tour des élections législatives du dimanche 29 mars 2020. Un pari peu honorable gagné par IBK, son Premier ministre et le ministre de l'Administration territoriale.

Le président de la République, IBK, son Premier ministre, Dr Boubou Cissé et le ministre de l'Administration territoriale, Boubacar Alpha Bah dit Bill ont presque juré que le 1er tour des élections législatives de 2020 devait se tenir le dimanche 29 mars. C'est désormais chose faite,

mais dans quelles conditions et avec quel taux de participation ?

En effet, les centres de vote étaient quasiment déserts dimanche 29 mars 2020 lors du scrutin législatif. Le constat de ce quasi-boycott était encore saisissant dans les centres de vote de Bamako. Dans les six circonscriptions des communes de la Cité des trois caïmans, les électeurs se sont fait littéralement désirer.

La conséquence est que les députés qui seront issus de cette élection ne seront pas des plus représentatifs. Le taux de participation devrait, selon les observateurs, tourner autour des 20 % au plus au plan national. La menace de la pandémie du covid-19 a sérieusement démobilisé les électeurs.

Selon les observateurs, les autorités ont tenu à ce scrutin pour des raisons économiques et institutionnelles.

Il était fortement souhaitable et obligatoire de renouveler les membres de l'Assemblée Natio-

nale, dont le mandat avait expiré depuis décembre 2018. Surtout qu'une écrasante majorité de la classe politique nationale a pendant longtemps plaidé pour la tenue de ce scrutin pour l'amorce d'une nouvelle législature. Mais l'on se demandait à un moment s'il ne fallait pas trouver une autre solution afin de freiner le regroupement pour le vote du fait de la menace du coronavirus et du fait de la menace sécuritaire. Comment expliquer que la campagne électorale ait été entachée par des attaques armées, des enlèvements et maintenir le scrutin ? Comment comprendre qu'après l'enlèvement du chef de file de l'opposition par des groupes armés (alors qu'il était en campagne) le scrutin puisse être maintenu ? Ce sont là des questions que se posaient plusieurs observateurs.

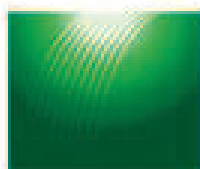
Il semble que les dépenses électorales engagées par le gouvernement ont pesé dans la balance et empêché le report du scrutin. Si le report devrait être décidé, expliquent des experts financiers, l'Etat devrait contracter une dette colossale liée au matériel électoral mais aussi à son obligation de dédommager les candidats.

Par ailleurs, le trio IBK-Boubou-Bill avait une certaine pression des acteurs politiques décidés à se faire loger à l'Assemblée Nationale. IBK devrait se servir de ce scrutin pour « caser » certains cadres impatients de tirer leur épingle du jeu politique, à quelques trois ans de la fin du mandat présidentiel.

En outre, conscient de perdre son influence politique sur le jeu institutionnel du pays au fur et à mesure que son dernier mandat tend vers sa fin, IBK et ses amis politiques du RPM devraient chercher à placer leurs pions dans l'architecture parlementaire et gouvernement le plus tôt que possible. Le visage de la prochaine Assemblée Nationale devrait aussi déterminer la configuration de la prochaine équipe gouvernementale. IBK doit beaucoup se préoccuper de la situation des cadres et députés sortants comme Karim Kéita, Mamadou Diarrassouba, Me Baber Gano, Moussa Timbiné, Bakary Togola, etc.

Enfin, certains responsables et cadres politiques tiennent beaucoup à se faire élire député pour échapper à d'éventuelles poursuites judiciaires du fait des actes de gestions dont ils sont responsables. Pourront-ils atteindre leurs objectifs ? L'avenir immédiat nous le dira.

■ **Baba Djilla SOW**



Orabank

un partenaire à votre écoute



Grandir
ensemble
et pour
l'Afrique

Groupe Orabank : Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

www.orabank.net



Fait divers : Victime de Whatsapp

Accroc au smartphone, la jeune femme semblait accorder plus d'importance au réseau social qu'à son époux jaloux.

Elle a fini par y perdre la vie

Inutile de nous attarder sur l'importance du téléphone portable et des applications qui y sont contenues. La médaille a son revers. Surtout lorsque cet outil de communication est abusivement utilisé. Il y a quelques semaines de cela, un couple vient d'en faire les frais à Kalabanbougou dans la commune rurale du Mandé.

« D », l'époux et sa nouvelle mariée « AD » venaient de s'unir pour le meilleur et pour le pire depuis peu. Comme toutes créatures, ces deux individus avaient eux aussi leurs défauts. Si le mari est connu pour sa jalousie malade, la jeune fille, elle, a un penchant prononcé pour la communication avec ses correspondants sur l'appli Whatsapp des Smartphones. Sa situation était telle que, s'il faut croire nos sources, AD semblait même passer ses tâches quotidiennes du foyer conjugal au second plan. Telle une malade des réseaux sociaux, la jeune fille était une véritable mordue de Whatsapp. Au départ, l'époux semblait la tolérer. Mais quant à la jeune mariée, il était quasiment impossible pour elle de se départir de son téléphone portable. Avec le temps, elle a commencé à dépasser les bornes comme on le dit. La cause. La journée ne suffisait plus à AD pour ses discussions sur le réseau social. Il arrivait dès fois qu'elle communique avec ses contacts nuitamment. Et souvent à des heures impossibles. L'homme qui tolérait au départ, a fini par perdre patience face aux activités téléphoniques nocturnes d'une femme insouciant.

Dans un premier temps il a tenté de faire comprendre à son épouse les conséquences de son comportement sur leur foyer. Cette tentative a échoué. La bonne dame faisait comme si elle n'en avait cure. Ensuite le mari opte pour les reproches et les engueulades. Rien n'y fit. Dans la pratique, c'était comme si AD accor-



dait plus d'importance à Whatsapp qu'à son mari. Visiblement selon nos sources, l'homme semblait avoir tout tenté pour que son épouse revienne à la raison et aille doucement avec le téléphone. Mais, à chaque fois qu'il fait une tentative, c'est l'effet contraire qui se produisait. Son épouse était devenue comme obsédée. Bref, elle ne voyait, ni n'entendait rien d'autre que la voix de Whatsapp. Lorsque le « Satan » domine un individu, les conseils des hommes deviennent inutiles pour le remettre sur le droit chemin, dit-on.

Ce jour-là donc, la jeune femme était totalement absorbée dans une discussion en ligne sur le réseau social. Sa seule vue dans cette posture a suffi pour que son époux pique une crise de jalousie indescriptible. Et dans la foulée, il a perdu son self contrôle. Il se dirigea vers elle et, d'un coup sec, il lui arracha l'appareil des mains. Cette façon de faire de l'époux passait difficilement chez une femme qui ne respire que par Whatsapp. Elle ne pourra pas le diriger. Comme son époux peu avant, elle aussi piqua une colère sur place. Et, sans réfléchir à deux fois, elle ramassa un bâton qui traînait par là et se dirigea vers son mari. Elle lui enjoignit l'ordre de lui remettre son téléphone sinon...

Le couple engagea un corps à corps. Totalement hors de lui-même, l'homme n'aura pas de difficulté à maîtriser la pauvre dame. Il l'aurait renversée par terre et, avec une chaîne, lui aurait serré le cou de toutes ses forces durant des minutes jusqu'à ce que mort s'en suive. Puis, une fois qu'il s'est rendu compte qu'il venait de commettre l'irréparable, l'homme s'est enfui laissant sa femme inerte allongée sur place. Comme un crime se paie toujours, des voisins qui avaient été alertés par le bruit de

la bagarre, ont eu le réflexe d'avertir les policiers du Commissariat du 9^e Arrondissement du drame qui venait de se passer. Mais avant, l'époux meurtrier avait clairement demandé à des colocataires de récupérer le corps de la pauvre.

Puis, il est allé se réfugier à Sibiribougou, un quartier périphérique de la Commune IV. Les policiers enquêteurs de la brigade de recherche conduits par le Lieutenant Mady Bagayogo se sont transportés sur les lieux pour constatation. Quelques heures de traque ont suffi aux éléments du « Compol » Santigui Kamissoko pour interpellé « D », l'époux et suspect numéro un de ce drame. L'homme a été conduit au commissariat de police pour audition.

Aux termes d'une audition sommaire, il a reconnu, sans ambages, les faits pour lesquels il est suspecté. Pour se justifier, le mari meurtrier a mis son acte au compte de la jalousie. Puis, comme si cela pouvait suffire, il se confond en excuses et exprime son profond regret face aux Officiers de Police Judiciaire. Pour ces spécialistes d'actes de ce genre, les excuses ne suffisent plus à partir du moment où le mal est déjà fait.

A l'homme, les limiers ont notifié la gravité des faits tout en lui clarifiant qu'il faut qu'il paie de cette jalousie malade qui l'a poussé à agir de la sorte. Et, sauf extraordinaire, c'est cela qui va se passer dans les jours ou semaines à venir. Son dossier est déjà transmis au parquet du Tribunal de Grande Instance de la Commune IV du district de Bamako. En attendant, il médite sur son sort derrière les barreaux, le temps de comparaître pour meurtre.

■ Tamba CAMARA

Distribution de l'aide alimentaire au Sénégal : La LD-Debout disqualifie Mansour FAYE et ses services

La Ld-Debout ne veut pas du ministre du Développement communautaire dans la distribution de l'aide alimentaire. Pour Souleymane Guèye Cissé et Cie, «l'aide alimentaire ne doit faire l'objet d'aucune politisation».

Souleymane Guèye Cissé et ses camarades de la Ld-Debout jouent les avant-gardistes. Bien qu'ayant salué l'esprit des mesures présentées par le chef de l'Etat dans son «Message à la Nation» du 03 Avril, ils restent préoccupés par la prise en compte effective de toutes les familles vulnérables dont les besoins en soutien sont énormes et urgents à cause du ralentissement des activités productives. Pour cela ils trouvent que «**le paiement par l'Etat, pour un bimestre, des factures d'eau et d'électricité doit toucher tous les ménages vulnérables et l'aide alimentaire ne doit faire l'objet**

d'aucune politisation». C'est pour cette raison qu'ils ont écarté le ministre Mansour Faye dans la distribution de ces aides. «**Le fichier du ministère chargé du Développement communautaire et de l'Equité sociale qui a servi à l'attribution des bourses de sécurité familiale doit être écarté ; il a été conçu pour des objectifs politiques et tout le monde sait au Sénégal qu'il ne peut pas servir de base transparente à une action sociale équitable**», a appelé le Secrétariat exécutif national de la Ld-Debout à sa dernière session ordinaire.

Dans le même sillage, le Secrétariat a tenu à

préciser que la Ld-Debout restera alerte et vigilante sur la gestion de la crise par le Gouvernement. A cet égard, le Secrétariat appelle le président de la République et son Gouvernement à être et à demeurer plus transparents dans l'exécution du «programme de résilience économique et social». S'agissant du montant de 64,4 milliards de Frs CFA annoncé pour le plan sanitaire, la Ld-Debout trouve que ce montant «**semble très insuffisant au regard de l'état de décrépitude du système de santé du pays lourdement affecté par les vingt années de sous-investissement des régimes libéraux de Wade et de Macky**». Occasion qu'ils saisisent pour énumérer un certain nombre de questions : «**Quel est le niveau actuel de notre capacité en tests médicaux sur le virus, en lits équipés de respirateurs artificiels, et en personnel médical ? Comment et à quelle hauteur cette capacité va-t-elle être renforcée dans le court terme?**». Souleymane Guèye Cissé et Cie invitent le chef de l'Etat et son Gouvernement à relever leur niveau d'anticipation des effets de cette crise. A cette fin, précisent-ils, «toutes les niches de privilèges matériels et financiers exorbitants et de gaspillage de la classe politique dirigeante (agences et institutions inutiles de budgétivores, fonds politiques, dotations en véhicules, carburant, etc.) devraient être neutralisées et les ressources réaffectées à la gestion de la crise».

Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, la Ld-Debout plaide la mise en place de mécanismes pour assurer l'efficacité et la transparence dans l'allocation et l'utilisation de toutes les ressources mobilisées, en rapport avec l'ensemble des corps de contrôle de l'Etat, l'opposition et la société civile.

En ce qui concerne la récente loi d'habilitation, la Ld-Debout annonce rester «**alerte et vigilante**» quant à l'utilisation de la loi. «**Le parti prévient qu'il n'acceptera pas l'adoption de mesures en contradiction avec le principe sacro-saint de séparation des pouvoirs. D'ores et déjà, la Ld-Debout invite l'Assemblée nationale à prendre toute la mesure de l'importance de son pouvoir de contrôle à posteriori des ordonnances qui seront prises par le chef de l'Etat**», préviennent Souleymane Guèye Cissé et ses partisans.



Togo : Une coopérative d'agricultrices lance avec succès un riz 100 % qualité supérieure

Au Togo, la formation et la fourniture de matériel d'étuvage à des coopératives rizicoles gérées par des femmes permet de produire un riz de meilleure qualité et d'intensifier la production



Un succès qui permet à ces femmes d'augmenter considérablement les revenus de leur foyer

Anié, le 28 janvier 2020— C'est jour de marché à Anié, ville commerciale à 200 km au nord de Lomé. L'affluence matinale pour le petit-déjeuner est encore plus forte devant la gargote d'Anifa Aboubacar. Une clientèle de tous âges fait la queue pour son « watché ». Elle cuisine tous les jours depuis plus de 20 ans ce riz cantonais africain agrémenté d'haricots blancs et de piments frits, très apprécié dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Et elle ne badine pas avec la recette : « Le vrai watché se fait avec du riz étuvé. Ici à Anié, nous avons toujours respecté cette tradition. »

« Je suis veuve et arrive enfin à prendre en charge ma famille. »

**Mrs. Kadokalih
Un riz de meilleure qualité et plus facile à produire**

Traité à la vapeur après récolte pour conserver ses vitamines et minéraux, le riz étuvé n'a pas de secret pour les femmes d'Anié dont la plupart excellent dans la transformation traditionnelle du riz local. Mais un groupe de femmes sort du lot : les Femmes vaillantes d'Anié. Cette coopérative créée en 2007 par 12 agricultrices produit un riz étuvé de qualité supérieure. « Avant on faisait de l'étuvage en versant directement du riz non décortiqué dans une marmite remplie d'eau, ce qui occasionnait beaucoup de pertes et de résidus », explique Ebiro Kadokalih, présidente de l'association. « Mais aujourd'hui, nous avons une vraie étuveuse qui nous permet d'avoir un riz sans brisure et plus propre. » Cette étuveuse améliorée leur a été offerte par

le Projet de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) qui les a aussi formées aux techniques de production de riz étuvé de qualité supérieure. Les résultats sont au rendez-vous. Ebiro et ses collègues ont presque multiplié par trois leur rendement et produisent 800 kilos de riz étuvé par semaine, avec zéro perte. Le travail est devenu moins pénible, moins salissant, et plus rapide. Un gain de temps qui leur a permis de soigner l'emballage et la présentation de leur riz qu'elles vendent aujourd'hui sous le label Riz étuvé de la Coopérative femmes vaillantes d'Anié.

Une clientèle plus aisée et qui vient de loin

Pour Ebiro, cet effort marketing attire une clientèle plus aisée et exigeante : « Nous livrons surtout la Maison des sœurs religieuses d'Anié et avons de plus en plus de clients qui viennent de Lomé, la capitale. »

« Je n'achète plus que le riz des Femmes vaillantes que j'ai découvert en arrivant à Anié il y a deux ans et dont j'apprécie la qualité et le goût », souligne sœur Georgette, la doyenne de la Maison des sœurs franciscaines d'Anié. « J'aide aussi la coopérative à fournir beaucoup d'autres congrégations qui me le demandent lorsqu'elles goûtent le riz chez moi ». Pour l'instant, le bureau de la coopérative et son site de production sont hébergés dans la concession familiale de la présidente. Mais les Femmes vaillantes voient les choses en grand et envisagent de construire un centre de transformation à grande échelle. Grâce aux bénéfices tirés de l'augmentation de son volume de ventes, la coopérative a acquis

un domaine de deux hectares dans le hameau de Sevia, à une dizaine de kilomètres d'Anié. Objectif ? Accroître son rendement. Une fois de plus, le PPAO est venu à la rescousse : « Le projet m'a aidée à aller suivre une formation au Mali sur les techniques de riziculture intensive », confie Ekouya Adoukonou, présidente du comité de surveillance des Femmes vaillantes qui emploient maintenant deux ouvriers saisonniers pour labourer et entretenir le champ collectif. « À mon retour, j'ai formé les autres membres de la coopérative, notamment sur la technique de repiquage, qui nous a fait passer de deux à sept tonnes de riz par hectare. »

Le quotidien d'Ekouya, d'Ebiro et de leurs col-

lègues est moins incertain depuis que leur coopérative est devenue une petite entreprise dynamique. « Je suis veuve et arrive enfin à prendre en charge ma famille », assure madame Kadokalih, membre de la coopérative. « J'arrive surtout à payer l'école pour tous mes enfants. »

Financé à hauteur de 32,8 millions de dollars par la Banque mondiale, par le biais de l'Association internationale de développement, le Projet pour la productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) a déjà appuyé 10 coopératives d'élevage de riz gérées par des femmes et eu un impact direct dans la vie de plus de 227 000 Togolaises.



An advertisement for malikile.com. On the left, a laptop screen displays the website's logo and tagline: "La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services!". On the right, a smartphone displays a news article with the headline "MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER" over a photo of people on a boat.



Coronavirus : Les terrains d'entraînement nostalgiques des joueurs

Pour lutter contre la propagation de la pandémie du Covid-19, la fermeture des infrastructures sportives a été l'une des mesures prises par les autorités. La semaine dernière, notre équipe de reportage a fait un tour sur deux sites d'entraînement de clubs pour s'imprégner de la situation. La Fédération malienne de football a suspendu ses activités depuis le 17 mars jusqu'à nouvel ordre, à la suite des mesures prises contre la pandémie du Covid-19 au Mali par le Conseil supérieur de la défense nationale. Parmi ces mesures, il y a l'interdiction jusqu'à nouvel ordre des regroupements à caractère social, sportif, culturel et politique de plus de cinquante personnes, sous réserve du respect des gestes barrières. Ainsi, les infrastructures sportives ont été fer-

mées de même que les sites d'entraînement des clubs. La semaine dernière, notre équipe de reportage a sillonné les terrains d'entraînement des Onze Créateurs de Niaréla et le complexe sportif Fousseyni Diarra de Sotuba, le fief du Stade malien de Bamako. Mercredi 1er avril, à 15h30, au terrain d'entraînement des Onze Créateurs, la grande porte était ouverte, mais il n'y avait ni joueurs ni supporters dans l'enceinte.

On n'entendait que les cris des oiseaux. Lorsque nous quittons le terrain, nous avons rencontré un petit garçon de 10 ans nommé Mohamed Keïta. Vêtu en maillot du FC Barcelone, il venait au terrain avec son ballon à la main. L'élève de la 3^e année n'est pas au courant de la situation. «On ne doit pas jouer au foot jusqu'à nouvel ordre ? Je n'étais pas au

courant», s'étonne le garçonnet en nous répondant. Lorsque nous lui avons demandé s'il a entendu parler de coronavirus, le jeune Mohamed répond «oui, je connais, maman me lave les mains tout le temps. Souvent elle m'interdit même de sortir, chose que je n'aime pas. Depuis quelques jours, je viens jouer avec mes amis ici», affirme Mohamed Keïta, sourire aux lèvres, qui a comme idole «Messi». Après le site d'entraînement des Onze Créateurs qui occupent le 4^e rang du groupe B avec 33 points au classement général du Championnat national, nous mettons le cap sur le complexe sportif Fousseyni Diarra de Sotuba. Au terrain d'entraînement du Stade malien, premier constat: on aperçoit de loin, sous le grand hangar, un petit groupe d'hommes, autour du thé. Ce sont les supporters des Blancs (surnom du Stade malien).

Alassane Diallo, un grand inconditionnel de l'équipe de Sotuba, explique sans détour que malgré la suspension des activités sportives qu'ils ne peuvent faire dos au site d'entraînement de leur club. «Sotuba est notre deuxième maison, nous passons plus de temps ici qu'à la maison. Malgré cette pandémie de coronavirus, nous sommes au terrain d'entraînement

tous les soirs. C'est pourquoi les dirigeants du club nous ont donné des barriques, des savons et du gel hydro alcoolique pour la prévention. Nous veillons à ce que tout le monde se lave les mains à l'entrée du terrain. En plus, nous respectons ces mesures de barrières comme : mettre une distance d'au moins un mètre entre les gens, et chacun de nous à son verre de thé, a-t-il informé.

Avant de poursuivre : «Je lance un message à tout le monde de respecter les consignes de nos autorités, de laver fréquemment les mains avec de l'eau ou avec une solution hydro alcoolique. Je pense qu'avec ça nous allons vaincre cette épidémie de coronavirus qui a déjà fait des décès chez nous (5 décès, ndlr)». Moussa Cissé, un autre inconditionnel du Stade malien, abondera dans le même sens qu'Alassane Diallo. «Nous, les supporters, nous ne pourrions plus assister à l'entraînement de nos joueurs à cause de ce coronavirus. Nous sommes là tous les jours pour prendre du thé et dialoguer entre supporters. C'est dur pour nous de ne pas voir nos joueurs, mais ça va aller. Nous respectons les consignes des autorités. Ici, nous ne sommes pas plus de cinquante personnes», affirmera Moussa Cissé.



Pour mémoire, le Stade malien est leader du groupe B avec 51 points au compteur et est qualifié pour le carré d'as du Championnat national. Notons que notre équipe de reportage a été invitée par les supporters du Stade ma-

lien à se laver les mains à l'entrée du complexe sportif de Sotuba.

■ Djènèba BAGAYOKO





Bélier (21 mars - 19 avril)

Pas de grand changement dans le domaine professionnel aujourd'hui. C'est ce que l'on appelle le calme plat. Si vous ressentez une petite lassitude vous en-vahir, il ne tient qu'à vous de transformer tout ça. Avec un peu de motivation, tout ira mieux.

Vos finances ne font pas un grand bond en avant, mais vous avez une opportunité de gagner un peu plus d'argent. On vous fait une proposition, qu'il est difficile de refuser, si vous restez sur vos gardes, l'idée trotte sérieusement dans votre tête.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous vous montrez susceptible et épidermique au travail. Votre caractère bien trempé est mis en exergue, et vous parvenez difficilement à contenir les tensions intérieures que vous ressentez. Refrénez votre colère, au risque de décevoir certains.

Votre intelligence vous permet de réaliser de belles transactions financières, et c'est le cas encore aujourd'hui. Grâce à l'influence de Saturne, et malgré votre générosité, votre budget est parfaitement contrôlé, aucun débordement possible chez vous !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Côté boulot, vous devrez mettre le turbo. Saturne en Verseau vous offrira l'opportunité de réussir, d'atteindre un objectif, de réaliser une ambition. Vous aurez la possibilité d'élargir votre champ d'action sur des bases qui auront fait leurs preuves.

Au cas où vous auriez des problèmes, si une opportunité d'effectuer des heures supplémentaires se présente, réfléchissez bien avant de faire la fine bouche. Cela vaudra quand même le coup de faire des efforts pour être plus à l'aise financièrement.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous poursuivez votre route avec succès, cependant, un changement de hiérarchie pourrait vous amener à revoir vos priorités et votre méthode de travail. Cher Cancer, il ne faut pas voir la situation d'un oeil négatif, bien au contraire. Vos revenus font de grands bonds en avant, si vous aviez des projets (achat de voiture, de maison ou autres), la situation prend une tournure avantageuse. Aucun retard de paiement, tout est en ordre. Les bons plans affluent.



Lion (22 juillet - 23 août)

Ça chauffe au bureau, entre les retards de dossiers et les collègues de mauvaise humeur, il y a de l'ambiance. Les projets en attente redémarrent doucement, vous pourriez atteindre vos objectifs plus tôt que prévu. Une proposition vous surprend.

Il sera difficile d'échapper aux factures, aux impayés et à bien d'autres charges. Qu'à cela ne tienne, vous ne vous faites pas de bile pour autant, vous comptez sur votre bonne étoile, en espérant une petite rentrée d'argent rapide.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous supportez mal toute forme d'autorité, et la situation peut rapidement dégénérer. Restez dans la réserve aujourd'hui, vous subissez des changements d'humeur et pourriez démarrer au quart de tour si quelqu'un est amené à ne pas penser comme vous !

Toujours dans l'excès, le domaine financier ne fait pas exception pendant cette journée. Vous pourriez subir des contrariétés, dues à des complications dans ce domaine. Retrouvez votre esprit de logique, et rappelez-vous que chaque problème a une solution !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous êtes habituellement apprécié pour votre gentillesse et votre disponibilité, mais cette journée fait un peu exception. Votre communication est explosive, et entraîne des mauvaises relations avec les autres. Faites-vous discret, ne la ramenez pas trop !

Le carré Soleil/Jupiter pousse à l'exagération, essayez de rester dans la réserve. Votre comportement peut s'avérer déraisonnable, ne tirez pas trop sur votre porte-monnaie, lui aussi peut subir ces excès ! Ne dépensez pas plus que de raison, modérez-vous.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vos projets prennent une tournure positive, c'est une journée avantageuse. Si vous êtes votre propre patron, vous faites tourner votre entreprise d'une main de maître. Il y a de fortes chances pour que votre portefeuille client s'élargisse.

Il se pourrait que vous ne soyez pas sûr de vos choix en ce qui concerne la gestion de vos finances. Peut-être avez-vous visé trop haut, mais l'essentiel c'est de redresser la barre sans attendre. Après l'heure c'est plus l'heure, il faut agir.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les planètes vous obligent à sortir de votre zone de confort. Pourquoi ne pas monter votre propre entreprise ou bien démarrer un projet qui vous tient à coeur depuis un certain temps ? Veillez à bien cibler vos objectifs avant de vous lancer.

Aie ! Financièrement, le terrain est miné ! Vous avez sûrement trop dépensé d'argent ces dernières semaines, vos comptes tirent la sonnette d'alarme. Évitez également de prêter de l'argent, même à une personne que vous connaissez bien.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Il est possible que vous rencontriez l'âme soeur au sein du travail, et si c'est le cas, votre motivation s'en trouve renforcée ! Sinon, la loyauté dont vous faites preuve dans votre activité est appréciée de tous, et vous en êtes récompensé.

Vous pourriez rencontrer quelques soucis dans ce secteur. Le carré Mars/Uranus apporte une certaine difficulté à gérer votre énergie, et vous pourriez être poussé, inconsciemment, à faire des choses contre votre volonté ! Vous vous contrôlez difficilement.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Bien que dynamique et déterminé, vous devrez faire preuve de patience, d'organisation et ne pas précipiter les événements. Le moindre détail aura son importance, aussi devrez-vous vous montrer attentif, pour ne pas dire pointilleux dans votre travail.

Vous risquez fort de vous retrouver sur le fil du rasoir. Vous serez tenté de prendre pas mal de risques, avec l'espoir de gagner un maximum d'argent en un minimum de temps. Faites attention quand même à la casse en redoublant de vigilance.



Poisson (19 février - 21 mars)

Les prémisses d'un changement sont perceptibles, sauf qu'il faut encore améliorer vos performances. Vous êtes en progression, mais cela est-il suffisant ? Si vous envisagez de quitter votre poste actuel, des négociations devront alors s'engager.

C'est Jupiter qui donne le ton aujourd'hui, vos finances ne sont pas mirobolantes, vous avez besoin d'un petit coup de main pour redresser tout ça. Commencez par adopter une gestion minutieuse, vous n'avez pas énormément de solutions. Agissez vite.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA